

L'an deux mil neuf, le quatre mai, à vingt heures trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Sophie MÉTADIER, Maire.

**Etaient présents :**

Mmes et MM. Sophie MÉTADIER, Michelle COURNARIE, Philippe MÉREAU, Yves BANDEVILLE, Georgette BARRAULT, Raymonde VÉQUAUD, Estelle PATOZ, Pascal BEAUSSIER, Michèle VILLATTE, Marie-Claire BOUIN, Joël ANTIER, Fabrice DAVOIGNEAU, Jérôme TARNIER, Monique GUÉRY.

**Absents excusés :**

Mme et MM. Michelle GRATADE (pouvoir M. VILLATTE), Frédéric DUPUIS (pouvoir M. COURNARIE), Olivier PIQUEUX (pouvoir F. DAVOIGNEAU), Jean-Claude DUPAS (pouvoir à S. MÉTADIER).

**Absents :**

Mme Dominique MACÉ.

M. Pascal BEAUSSIER est élu secrétaire.

Le compte-rendu du dernier conseil municipal est approuvé à l'unanimité.

Résiliation du contrat de location du local pompier

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune loue à un particulier, depuis le 1<sup>er</sup> mars 2008, une partie de l'ancien local des pompiers, près du lavoir, place Maréchal Leclerc pour un loyer de 20 € par mois, plus 15 € de charges d'électricité par an. Le bail est de un an renouvelable avec un délai de congé de six mois.

Dans ce local est installée la pompe du réseau d'arrosage de la place de la Mairie. Le bâtiment présente une mauvaise qualité architecturale sur la place la plus touristique de Beaulieu.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de résilier ce contrat de location le 28 février 2010 dans le but de revoir l'architecture du local.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de la résiliation du contrat de location du local pompier à compter du 28 février 2010.
- Autorise Mme le Maire ou M. MEREAU, adjoint, à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

Règlement du cimetière

Mme le Maire explique au Conseil Municipal que le cimetière est régi par un règlement datant du 9 juin 1975.

Vu les nombreuses lois votées depuis l'élaboration de ce règlement, celui-ci est obsolète. La commission cimetière s'est réunie le 2 avril et propose au Conseil Municipal un nouveau règlement ci-joint.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide d'adopter le nouveau règlement du cimetière.
- Dit que ce règlement sera applicable à partir de sa date de réception en sous-préfecture.
- Dit que ce règlement sera affiché à la porte du cimetière.

Adhésion de la commune de Cravant-les-Coteaux au syndicat intercommunal « Cavités 37 »

Mme le Maire informe le Conseil Municipal de la demande d'adhésion de la commune de Cravant-les-Coteaux au Syndicat Intercommunal "Cavités 37" (syndicat pour la surveillance des cavités souterraines et des masses rocheuses instables d'Indre et Loire).

La commune de Beaulieu-lès-Loches a été invitée par le Syndicat intercommunal à se prononcer sur cette adhésion.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal à l'unanimité

- Accepte l'adhésion de la commune de Cravant-les-Coteaux au syndicat intercommunal « Cavités 37 »

### Programme numérique de l'école primaire

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de mettre en place un programme de développement numérique destiné à l'école élémentaire.

Ce plan « École Numérique Rurale », proposé par le Ministère de l'Education Nationale, a pour objectif de permettre aux élèves de maîtriser les techniques d'information et de communication, et de développer des outils nouveaux au service de l'enseignement.

Il s'agira notamment d'accompagner les élèves dans l'acquisition des compétences et des connaissances prévues par les programmes scolaires, y compris la validation par le B2i (Brevet Informatique et Internet).

L'école numérique interactive comprendra : une classe mobile (8 à 10 micro-ordinateurs portables), un tableau blanc interactif, un accès internet de haut débit, une mise en réseau des équipements, une sécurisation des accès internet et des ressources numériques reconnues de qualité pédagogique.

Un cahier des charges explique plus en profondeur les éléments nécessaires à la mise en place de ce plan « École Numérique Rurale ».

Pour réaliser ce projet, le C.A.R.M. (Centre d'Appui et de Ressources Multimédia), apportera une aide technique, se chargera de lancer un appel d'offre pour l'achat du matériel informatique et de proposer à la commune une offre, début mai.

Une circulaire de l'inspection académique d'Indre-et-Loire, en date du 2 avril 2009, rappelle, qu'une subvention de l'État équivalente à 80 % du coût du projet plafonné à 9000 euros, sera versée, en cas d'acceptation du dossier. Cette participation sera accompagnée d'une enveloppe de 1000 € pour l'acquisition de ressources numériques, pendant trois ans.

Le coût global pour la réalisation de cet ensemble numérique est estimé à 14 000 € TTC environ. Après remboursement de la T.V.A, il resterait à la charge de la commune un coût estimé à 2500 € environ.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à dix-sept voix pour et une abstention

- Approuve la mise en place de l'équipement numérique destiné aux écoles élémentaires.
- Demande à Mme le Maire de solliciter une subvention auprès du ministère de l'éducation nationale pour le projet d'« École Numérique Rurale ».
- Autorise Mme le Maire ou Mme Véquaud, adjointe, à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

### Avenant cantine

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que l'article 7 du règlement de la cantine prévoit le remboursement des repas en cas de maladie. Il n'est pas prévu de remboursement en cas de grève.

Lors des grèves de la fonction publique du 20 novembre 2008 et du 29 janvier 2009 de nombreux parents n'ont pas mis leur(s) enfant(s) à l'école. Or, ils ont payé le repas.

Aussi Mme le Maire propose :

- Que les repas de cantine non commandés à cette occasion soient remboursés.
- D'ajouter un article au règlement permettant le remboursement des repas des enfants absents à l'école en cas de grève de la fonction publique, à condition que les parents préviennent par écrit 24 heures à l'avance de la présence ou de l'absence de leur(s) enfant(s).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de rembourser les repas de cantine lors des grèves de la fonction publique du 20 novembre 2008 et du 29 janvier 2009 aux parents dont les enfants étaient absents.
- D'ajouter un article au règlement permettant le remboursement des repas des enfants absents à l'école en cas de grève de la fonction publique, à condition que les parents préviennent formellement 24 heures à l'avance de la présence ou de l'absence de leur(s) enfant(s).

Demande de subvention pour la réfection de la toiture et l'aménagement d'une partie du bâtiment conventuel

La commune de Beaulieu-lès-Loches a acquis en 2004 l'ancienne école « Jeanne d'Arc » qui fait partie de l'ancienne abbaye de la Trinité. Ce bâtiment présente une toiture en très mauvais état.

Après différentes recherches auprès de la DRAC et du SDAP (Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine), il s'avère que ce bâtiment n'est ni classé ni inscrit à l'inventaire des Monuments Historiques. Néanmoins, celui-ci fait partie du périmètre de protection de la Mairie et de l'Abbatiale, et est en site inscrit. De ce fait, ce bâtiment pourrait être éligible à des subventions pour la réalisation des travaux d'entretien.

La réfection de la toiture du bâtiment conventuel a été prévue dans le budget 2009. Un appel d'offres a été lancé.

De même, Mme le Maire rappelle la décision de créer deux bureaux supplémentaires à l'intérieur de la Mairie.

Pour ces deux opérations, des demandes de subvention auprès de la DRAC (Direction régionale des affaires culturelles) et du Conseil Général, voire auprès d'autres financeurs, peuvent être sollicitées. De plus, les travaux sur un bâtiment inscrit doivent faire l'objet d'un permis de construire déposé par un architecte DPLG.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint, à signer un marché de maîtrise d'œuvre avec un architecte.
- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint, à déposer les demandes de subvention pour la réfection de la toiture de l'ancienne école Jeanne d'Arc et l'aménagement d'une partie du bâtiment conventuel.
- Autorise Mme le Maire ou M. Bandeville, adjoint, à signer tous les documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

Gratification Mademoiselle GUERY

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de différentes réunions d'adjoints et de finances il avait été décidé d'accueillir à la mairie une étudiante en Droit et Economie – Mention « Administration Locale et Territoires » - Spécialité « Management des Territoires Urbains », en stage, dans le cadre de son cursus universitaire pendant une période de cinq mois.

L'article 9 de la loi n°2006-396 du 31 mars 2006 dispose : lorsque la durée du stage est supérieure à trois mois consécutifs, celui-ci fait l'objet d'une gratification. Pour le secteur public, aucun texte ne détermine le montant de cette gratification. Toutefois pour le secteur privé, un décret du 31 janvier 2008 détermine un montant de 12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale (soit 398,13 € par mois pour une durée de 151h67).

Lors de l'élaboration du budget des crédits ont été prévus à cet effet. Mlle Guéry a commencé son stage le 20 avril 2009.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- De verser une gratification de 398,13 € par mois à Mademoiselle Lucie Guéry, étudiante Master2 pro en Droit et Economie –Mention «Administration Locale et Territoires » - Spécialité « Management des Territoires Urbains », en stage à la mairie, à compter du 20 avril 2009.
- Autorise Mme le Maire à signer tout document concernant ce dossier.

Création d'un poste en Contrat Avenir ou Contrat Accompagnement à l'Emploi aux services techniques

Mme le Maire indique qu'il est nécessaire de renforcer l'équipe du service technique étant donné les travaux à réaliser dans les propriétés bâties ou non bâties de la commune, les récentes acquisitions foncières ou encore la volonté d'améliorer l'entretien des espaces verts et naturels de la commune.

Afin de favoriser l'insertion professionnelle d'une personne à la recherche d'un emploi, et de représenter une étape dans son parcours d'insertion, Mme le Maire propose de créer un poste en "contrat aidé" par l'Etat (Contrat d'Accompagnement vers l'Emploi ou Contrat d'Avenir) et de mettre en place pour ce poste une possibilité de formation et qualification.

Mme le Maire précise que depuis le 1<sup>er</sup> avril la commune peut bénéficier de contrats aidés par l'Etat à des taux de prise en charge extrêmement intéressants, pouvant aller jusqu'à 90 % du salaire brut.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide la création d'un poste en CAE ou CA (Contrat Accompagnement à l'Emploi ou Contrat d'Avenir) au service technique pour une durée hebdomadaire de 35h aux taux horaire égal au SMIC, pendant six mois.
- Charge Mme le Maire, M. Méreau et M. Bandeville de réaliser le recrutement pour le 1<sup>er</sup> juin 2009.
- Autorise Mme le Maire et M. Bandeville, adjoint, à signer tous documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

#### Nomination des délégués auprès du Comité de jumelage

Mme le Maire, rappelle au Conseil Municipal, qu'un comité de jumelage va être créé. Celui-ci associera Beaulieu-lès-Loches, avec la ville de N'Gourti au Niger et la ville de Moussoro au Tchad.

Le comité de jumelage, est une association de type loi 1901 et est axé sur la connaissance mutuelle, le renforcement des liens, le développement et le dialogue interculturel.

Une fois l'association créée et après le dépôt à la préfecture des statuts, une convention devra être signée entre la municipalité et le comité de jumelage. Cette convention déterminera, notamment, les objectifs de ce jumelage.

Le Conseil Municipal doit désigner trois délégués, membres de droit, pour siéger au sein du comité de jumelage. (Article L2121-33 du Code général des collectivités territoriales).

Se présentent :

- Mme Sophie Métadier
- Mme Michelle Cournarie
- Mme Raymonde Véquaud

Après délibération, le Conseil Municipal à l'unanimité

- Décide de nommer auprès du comité de jumelage Mmes Métadier, Cournarie et Véquaud.
- Autorise Mme le Maire et Mme Cournarie, adjointe, à signer tous documents utiles au bon aboutissement de ce dossier.

#### Pour information :

#### Election Européenne du 7 juin 2009

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal les modalités concernant le déroulement des élections européennes.

La composition du bureau de vote :

- un président, le Maire, en cas d'empêchement les adjoints, puis les conseillers municipaux dans l'ordre du tableau
- quatre assesseurs
- un secrétaire

Parmi chaque groupe d'assesseurs, doit être présent au moins un membre du Conseil Municipal.

Le président et le secrétaire devront être présents à l'ouverture et la fermeture du bureau de vote.

Le bureau de vote sera ouvert de 8h à 18h. Le nombre de personnes nécessaire pour ce scrutin est de 20 personnes pour un changement toutes les 2H et de 16 personnes pour un changement toutes les 2H30.

Une personne devra être présente à l'entrée du bureau de vote avec une copie de la liste électorale pour apprécier si la personne se présentant est bien inscrite sur la liste électorale.

Les délégués des candidats devront envoyer à la Mairie par lettre recommandée avec accusé de réception, 24 h au moins avant le début du vote, leur demande de participation à la tenue des bureaux de vote, sans cette demande nous ne devons pas les accepter.

La table de vote devra nécessairement comprendre :

- une urne avec cadenas et une seule ouverture destinée aux enveloppes du scrutin
- la liste d'émargement certifiée par le maire
- le code électoral
- l'arrêté ou le décret de convocation des électeurs

- l'instruction relative aux modalités d'exercice du droit de vote par procuration
- la circulaire relative aux opérations de déroulement des opérations électorales
- l'arrêté du Préfet ayant divisé la commune en un ou plusieurs bureaux de vote
- la liste des candidats
- une liste comprenant les noms du président, ainsi que des assesseurs et éventuellement de leurs suppléants
- la liste des délégués titulaires et suppléants pour contrôler les opérations électorales
- les cartes électorales qui n'ont pu être remises au domicile de leur titulaire avant le scrutin
- les enveloppes de centaine

Les électeurs devront obligatoirement prendre un bulletin de chaque liste et passer à l'isoloir.

Les électeurs doivent obligatoirement signer la liste d'émargement. Si celui-ci est dans l'incapacité de signer, il est possible de signer à sa place à sa demande.

En cas de vote par procuration, le mandataire devra signer un cahier à l'entrée du bureau de vote permettant de vérifier que celui-ci a bien l'autorisation de voter pour le compte du mandant. Après avoir voté, le mandataire signe la liste d'émargement à la place du mandant, de son nom sans y ajouter une quelconque précision. Il signe enfin pour lui s'il désire voter.

Mme le Maire demande aux élus et au public leur disponibilité pour la tenue du bureau de vote.

#### Formations par Association des Maires 37

Deux formations sont proposées par l'Association des Maires 37 :

- Prise de parole en public le samedi 16 mai 2009
- Conduite de réunion le samedi 30 mai 2009

Les personnes intéressées par ces formations doivent s'inscrire à la Mairie.

#### Groupement de Gendarmerie 37

Le Groupement de Gendarmerie 37 a envoyé les statistiques des crimes et délits constatés par la brigade de Loches en 2008 et pour le début 2009.

La séance est close à 21h30.

Nom	Visa
Sophie MÉTADIER	
Michelle COURNARIE	
Philippe MÉREAU	
Yves BANDEVILLE	
Georgette BARRAULT	
Raymonde VÉQUAUD	
Estelle PATOZ	
Pascal BEAUSSIER	
Michèle VILLATTE	
Marie-Claire BOUIN	
Joël ANTIER	
Fabrice DAVOIGNEAU	
Jérôme TARNIER	
Monique GUÉRY	